

COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

Le maintien de la marche du 12 février confirmé

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), dont le comité d'organisation de la marche s'est réuni hier à Alger, a informé qu'elle maintiendrait la marche du 12 février prochain à Alger, avec l'itinéraire et l'horaire prévus initialement, à savoir de la place du 1^{er} mai à la place des Martyrs, à partir de 11 h.

Farid S. - Alger (Le Soir) - La confirmation du maintien de la manifestation a été rendue nécessaire par l'évolution qu'a connue, dès jeudi, la scène politique nationale, avec l'annonce par le Conseil des ministres d'une série de mesures, dont la levée prochaine de l'état d'urgence et l'instruction faite aux médias audiovisuels de s'ouvrir aux partis d'opposition et au mouvement associatif.

Trop peu, juge la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, qui plus est, interprète les résolutions du Conseil des ministres comme une manœuvre visant à affaiblir la dynamique citoyenne de changement.

Le comité d'organisation de la marche du 12 février, qui devait s'atteler, hier, à l'évaluation des tâches techniques liées notamment à l'encadrement de

la manifestation, a été dans l'obligation d'intégrer la nouvelle donne, en l'occurrence, la mise à jour de certains mots d'ordre qui pourraient apparaître comme caducs après l'annonce du Conseil des ministres. Ainsi, la revendication liée à la levée de l'état d'urgence a été complétée par «une levée d'état d'urgence immédiate et effective».

Mais au-delà de cette mise à jour, le comité a réitéré que cette marche est une manifestation pour le changement et la démocratie et non pas une offre de négociations.

Cette marche, que le Conseil des ministres a dit interdite au motif que la capitale dispose d'une réglementation spécifique, a reçu une très large adhésion, y compris de la communauté nationale établie à l'étranger. Le samedi 12 février, il est prévu, en effet, une marche à Nice (France) et un rassemblement à Paris, place de la République. La communauté algérienne s'organise également à Montréal, au Canada, pour faire écho à la marche d'Alger. En Algérie, outre Alger, c'est Oran qui s'est organisée pour battre le pavé le



La CNCD déterminée à marcher avec ou sans autorisation.

12 avril. Pour ce faire, une demande d'autorisation a été déposée. Dans la capitale, la demande d'autorisation, déposée mercredi dernier, n'a encore été ni acceptée ni rejetée. Jeudi, en fin de journée, les services de la wilaya d'Alger ont convoqué les auteurs ayant déposé la demande pour leur signifier qu'ils doivent reformuler celle-ci sur un autre imprimé. Chose qui sera faite dès ce matin. Cela étant, le comité d'organisation de la marche a décidé de soumettre à l'assemblée générale de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie la proposition de marquer des

haltes de solidarité avec les peuples tunisien et égyptien, à travers des rassemblements devant les ambassades des deux pays à Alger.

La réunion de la coordination, prévue initialement pour le 9 février, a été avancée d'une journée, soit le 8 février.

F. S.

COORDINATION NATIONALE POUR
LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

Appel

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) informe que la marche nationale et pacifique, prévue à Alger le 12 février 2011, est maintenue sur l'itinéraire (place du 1^{er}-Mai-place

des Martyrs) et à l'horaire (11 heures) initial.

La coordination renouvelle son appel à une large mobilisation populaire pour appuyer cette dynamique pour le changement et la démocratie.

LOUISA HANOUNE COMMENTE LA DÉCISION PORTANT LEVÉE
DE L'ÉTAT D'URGENCE

«C'est une mesure positive»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Mme Louisa Hanoune, a estimé, hier, lors d'un meeting populaire organisé à la salle de cinéma Sierra-Maestra à Alger, que «les mesures annoncées jeudi au terme du Conseil des ministres, notamment la levée de l'état d'urgence et l'ouverture des médias publics, étaient très positives».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans une salle comble, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a salué la révolte tunisienne et exprimé son soutien et celui de son parti à la lutte du peuple égyptien. Ces deux questions ont occupé une place importante dans son discours.

Pour Louisa Hanoune, «la révolution tunisienne a été menée par des jeunes et des travailleurs qui ont dit basta à la

politique impérialiste et libérale prônée par l'ancien régime».

«Dès le premier jour de la révolte tunisienne, le Parti des travailleurs leur avait exprimé son soutien. La révolution tunisienne est un acquis pour toute l'humanité. Nous saluons également la détermination et la position du peuple tunisien qui a exprimé son rejet à toute intervention étrangère dans ses affaires internes. L'Union généra-

le des travailleurs tunisien (UGTT) et les partis de gauche ont joué un rôle déterminant dans la révolte. Nous avons également soutenu et appuyé la lutte du peuple égyptien. Mais sur cette question, je dirais que les choses ne sont pas encore claires et il faudra attendre la décantation. La Tunisie, l'Égypte, le Yémen et la Jordanie se révoltent contre les accords conclus par les gouvernements de ces pays avec les institutions financières internationales», a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, la secrétaire générale du PT a abordé des questions nationales de l'heure, dont les dernières décisions prises jeudi au terme de la

réunion du Conseil des ministres. Elle dira à propos de la levée de l'état d'urgence que «nous avons toujours milité pour la poursuite de la lutte contre le terrorisme (...) qui n'est pas en contradiction avec le droit de s'exprimer, de manifester». Et d'ajouter encore : «Nous sommes dans une phase déterminante. Ou on va sortir définitivement du tunnel ou alors on sera sous le diktat de l'impérialisme.»

Enfin, Louisa Hanoune a plaidé pour une évaluation de tout ce qui a été fait jusqu'ici et pour la prise de mesures courageuses qui conforteront notre vie économique et sociale.

A. B.

MOUSSA TOUATI AU SUJET DE LA LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE :

«Décision courageuse du président, mais...»

Lors d'une rencontre avec ses militants tenue hier à la salle El Feth, à Oran, le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a déclaré concernant la levée prochaine de l'état d'urgence que «c'est une décision courageuse qu'a prise le président, mais pourquoi n'a-t-il pas tout simplement signé un décret pour y mettre un terme ?»

Abordant l'actualité dans les pays arabes, le président du FNA dira «les peuples se révoltent car leurs dirigeants

leur ont tourné le dos». «Un dirigeant ne doit pas être président à vie. Il y a un problème de confiance entre le peuple et les dirigeants et envers les systèmes mis en place. Il faut que ces Etats cessent d'être à la solde des Occidentaux et se soucient davantage de ce que veulent les peuples. Il faut que nos dirigeants aient le courage de reconnaître leurs erreurs dans la gestion du pays, qu'ils admettent les dérives, avant qu'il ne soit trop tard et que nous ne connaissions le même sort qu'en Tunisie ou en Egypte» ajoutera-t-il. S'agissant de la marche à Alger du 12 février, sans toutefois

nommer ses initiateurs, en l'occurrence la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, Moussa Touati dira que son parti n'y participera pas, mais les «militants sont libres d'aller marcher».

Lors d'un point de presse, il fera savoir que son parti a chargé une commission qui étudiera la possibilité d'organiser des sit-in au niveau national et si cette initiative ne vient pas à se concrétiser, un regroupement aura lieu à la salle Harcha, à Alger, le 18 février 2011, qui réunira 14 000 adhérents.

Amel B.

CONCESSIONS

AGRICOLLES

Des associations
de 20 wilayas
s'attaquent
à Benaïssa

Des bénéficiaires de concessions agricoles revendiquent le départ du ministre de l'Agriculture et du Développement rural ainsi que son staff et comptent organiser une marche suivie d'un sit-in de protestation le 20 février prochain.

Dans une lettre signée et diffusée hier, les délégués d'associations d'agriculteurs de 20 wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, attributaires de périmètres agricoles par le biais de la concession, interpellent le Premier ministre sur la «situation des plus alarmantes des milliers de fellahs en état de chômage indéterminé, du fait de l'attitude sornioisement hostile à notre égard de M. le ministre de l'Agriculture et de ses proches collaborateurs».

Ces délégués expriment «un ras-le-bol d'un ministre ayant bloqué des dizaines de projets de mise en valeur et responsable de dégradation de travaux réalisés et d'équipements installés sur plusieurs périmètres dont l'estimation se chiffre en milliards». Ils appellent ainsi le Premier ministre à «mettre fin à une aventure érigée en politique agricole qui met en danger l'avenir alimentaire, en mettant fin à l'équipe dirigeante actuelle qui fait plus dans le règlement de compte avec la précédente...».

C. B.